

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

# L'ÉCHO SAUMUROIS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

## PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur, . . . 18 fr. p. c. Poste, 24 fr. p. c.  
Six mois, — . . . 10 — — 13 —  
Trois mois, — . . . 5 25 — 7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 20 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

## Gare de Saumur (Service d'été, 9 mai).

## DÉPARTS DE SAUMUR VERS NANTES.

3 heures 09 minutes du matin, Poste.  
6 — 45 — (pour Angers seulement) Omn.  
— — — Omnibus-Mixte.  
1 — 33 — soir, Omnibus-Mixte.  
— — — Express.  
7 — 22 — — Omnibus-Mixte.

## DÉPARTS DE SAUMUR VERS PARIS.

heures minutes du matin, Mixte.  
8 — 20 — — Omnibus-Mixte.  
— — — — Express.  
— — — — Omnibus-Mixte.  
4 — 44 — soir, Omnibus.  
10 — 30 — — Poste.  
Le train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à 6 h. 43 s.

## PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces . . . . . 30 c. la ligne.  
Dans les réclames . . . . . 30 —  
Dans les faits divers . . . . . 50 —  
Dans toute autre partie du Journal. 75 —

RÉSERVES SONT FAITES :  
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ;  
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

ON S'ABONNE A SAUMUR,  
AU BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et  
chez MM. GRASSET, JAVAUD et MILON, libraires.

## Nouvelles Officielles.

Bordeaux, 14 janv., 2 h. s.

Le ballon *le Gambetta*, parti hier soir de Paris, tombé dans la Nièvre, près de Clamecy, nous apporte les trois dépêches suivantes.

Au Gouvernement de Bordeaux.

Le rapport militaire du 9 au soir dit :

Plusieurs engagements ont eu lieu hier vers la Malmaison. Ce matin, l'ennemi a renouvelé pour la quatrième fois sa tentative contre Maison-Crochard et les postes des carrières de la gauche de Rueil. Les mobiles de la Loire-Inférieure et de l'Aisne ont repoussé l'ennemi en lui faisant éprouver des pertes sérieuses.

Les abords du Panthéon et le 9<sup>e</sup> secteur ont reçu cette nuit beaucoup d'obus dont plus de 30 du plus gros calibre.

L'hospice de la Pitié a été atteint. Une femme y a été tuée. Les malades d'une salle ont été évacués dans une cave. Le Val-de-Grâce a été également bombardé.

L'ennemi semble prendre pour objectif les établissements hospitaliers de Paris, montrant une fois de plus par ces procédés odieux son mépris des lois de la guerre et de l'humanité.

Pendant la nuit et vers le point du jour, les Prussiens ont tiré à toute volée sur la ville. Le bombardement continue sur les forts du Sud ; il s'est fait aujourd'hui avec moins de violence que les jours précédents.

Des renseignements exacts évaluent à deux mille le nombre des obus tombés cette nuit dans l'intérieur de Paris. Quelques femmes et des enfants ont été tués ou blessés.

Les nouvelles apportées hier par un pigeon ont produit un effet immense. La population est animée plus que jamais du sentiment et de la résolution d'une résistance opiniâtre.

Commissaire délégué à Steenackers, directeur général des télégraphes et postes.

Paris, 10 janvier, 4 h. m.

Enfin la neige disparue, un de nos pigeons nous est arrivé le 8 janvier au soir, apportant les dépêches officielles de la deuxième série, n<sup>os</sup> 35, 36, 37, 38, et

les dépêches privées microscopiques de la page 4 à 63 de la deuxième série et de 4 bis à 14 bis. Nous sommes heureux des bonnes et nombreuses nouvelles apportées par votre messenger ; à l'heure qu'il est nous les déchiffrons encore.

Les Prussiens sont pressés et bombardent Issy, Vanvres et un peu Montrouge. Les obus tombent sur le Panthéon, l'Odéon, Saint-Sulpice et dans la rue de Babylone.

La population est admirable, aucun effroi.

Les nouvelles apportées par votre pigeon et connues le 9 par les journaux redoublent tous les courages.

Vive la République !

Léveillé, chef de cabinet de l'administration des télégraphes, à Steenackers, directeur des télégraphes.

Paris, 10 janvier 1871.

Bombardement a faibli sauf pendant la nuit. Obus nombreux sur le quartier Saint Jacques. La population, raffermie par les heureuses nouvelles de la province et plus de 30,000 dépêches privées arrivées par votre pigeon, supporte l'épreuve sans broncher. *Le Gambetta* vous porte des remerciements. Vive Paris ! Vive la France ! Vive la République !

Bordeaux, 14 janvier, 6 h. s.

Les armées de Frédéric-Charles et de Mecklembourg ont redoublé d'efforts hier dans leurs attaques contre l'armée du général Chanzy.

Pressées de tous côtés, nos colonnes ont dû se replier sur les positions définitives qui leur avaient été assignées à l'avance. L'action a été des plus vives à Montfort, à Champagne, à Parigné-l'Évêque, à Jupille ; chargée sur ce dernier point, la brigade Rebel, après une résistance de plus de six heures, a dû abandonner le village à l'ennemi.

Nous avons fait des pertes sensibles. L'ennemi a plus souffert que nous, de l'aveu des prisonniers faits sur plusieurs points.

Le général Bourbaki a télégraphié cette nuit.

« La nuit dernière a été passée à expulser l'ennemi des maisons de Villersexel

dont il nous disputait encore la possession le matin. Les derniers ennemis évacuaient cette ville ou se constituaient prisonniers. Tous ceux qui m'ont été amenés jusqu'à présent sont de nationalité prussienne. A plus tard les détails circonstanciés sur l'enlèvement des positions que j'avais prescrit d'occuper. »

Nous recevons à l'instant des nouvelles de Paris par ballon *Kepler*, tombé à Laval, ce matin à 11 heures.

Paris, mardi, 11 h. soir.

Rapport militaire dit :

Reconnaissance faite sur avant-postes prussiens avoisinant le rail-way de Strasbourg ; nos troupes assaillies par la fusillade chargèrent à la baïonnette l'ennemi qui s'enfuit. Les maisons occupées par les Prussiens continuant à tirer et refusant de se rendre furent minées. Les Prussiens sautèrent avec les maisons.

Autre reconnaissance faite simultanément vers Clamart pour détruire travaux ennemis à Moulin-de-Pierre. L'opération a complètement réussi. Nos troupes, qui ont ramené quelques prisonniers, ont eu un mort et trois blessés.

Le bombardement continue aujourd'hui moins violent contre les forts de Vanvres, Montrouge ; mais plus violent contre le fort d'Issy. Les 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> secteurs ont reçu quelques obus. Nos batteries ripostent vigoureusement.

Le *Journal officiel* rapporte que pendant la nuit de dimanche à lundi des obus prussiens ont atteint plusieurs hôpitaux, ambulances, écoles, musées, l'église St-Sulpice, la Sorbonne, le Val-de-Grâce et de nombreuses maisons particulières.

Renseignements particuliers : On entend ce soir une violente canonnade. On assure que les Prussiens recommencent à envoyer des obus à toute volée sur les quartiers de la rive gauche.

## Chronique Politique.

LA CONCORDE.

On lit dans le *Journal de Maine-et-Loire* sous le titre LA CONCORDE :

M. J. Guillet, de Cholet, qui a adressé au *Journal de Maine-et-Loire* une protestation très-nette et très-courageuse de la part d'un républicain, nous envoie aujourd'hui l'article suivant que nous publions avec plaisir.

A dire vrai, ce que M. J. Guillet entend par l'idée républicaine nous semble encore enveloppé de quelques nuages et d'une certaine obscurité que les efforts de notre critique ne parviennent pas complètement à percer.

Mais son appel à la concorde est généreux et, évidemment, le but que M. J. Guillet veut atteindre, est celui que poursuivent aujourd'hui tous les honnêtes gens. A ce titre, il a droit à notre concours le plus empressé et nous lui cédon volontiers la parole.

« Il y a dans l'appel fait à la concorde par le *Journal de Maine-et-Loire* au début de l'année 1871, un sentiment patriotique et un acte politique qui méritent également d'être loués.

« Les divergences d'opinions qui se manifestent avec une passion chaque jour plus vive, nuisent à l'œuvre commune, à la défense contre l'invasisseur.

« Si les troupes ne sont pas mieux préparées, armées, nourries, vêtues, dirigées, commandées ; si les plans de résistance générale ou locale ont avorté trop souvent, on doit attribuer pour beaucoup ces résultats déplorables à des pertes de temps, à des défiances, à des tergiversations ayant pour cause principale nos dissentiments politiques.

« Chaque parti doit faire à ce sujet son *mea culpa* ; il paraît utile de rechercher sur quel terrain l'entente et la concorde si nécessaires seraient actuellement possibles.

« Le diplomate qui parle au nom de l'Allemagne serait un parfait élève de Machiavel s'il avait pu remplacer la rudesse et la présomption germaniques par la finesse et la prudence italiennes. Il ne prend même pas la peine de nous dissimuler combien il compte, pour nous détruire, sur nos divisions intestines. Ne profiterons-nous pas de cet avertissement ?

« Les *Gambettistes*, parmi lesquels un très-grand nombre est de bonne foi, s'imaginent que leurs adversaires haïssent la république bien plus qu'ils ne redoutent les Prussiens.

« Il ne serait pas possible aux meneurs de ce parti, parmi lesquels il serait injuste, dans ma pensée, de placer M. Gambetta, de faire accepter à leurs adeptes une pareille croyance, si la plupart des hommes qui pensent que la présence de mandataires élus est indispensable dans les conseils du Gouvernement, n'hésitaient pas à se rattacher franchement, explicitement à l'idée républicaine.

« Nous nous tenons pour dit qu'il ne faut pas confondre la république avec les hommes fortuitement investis du pouvoir.

« Cette déclaration sincèrement faite, les hommes de la dictature n'auront plus à prétendre qu'ils défendent la république contre des ennemis acharnés. Quelques-uns oseront défendre leurs places, c'est probable, mais ils trouveront peu d'écho.

« Le seul point d'appui du parti de la dictature sans contrôle, est fourni par les hommes qui pensent que la République est perdue si la dictature est affaiblie. Il serait important de détromper ces républicains.

» La République est aujourd'hui un gouvernement de nom qui ne peut être renversé sans guerre civile. Beaucoup de ses partisans affirment que c'est un gouvernement de droit; qu'ils ne veulent plus être sujets, bien qu'ils l'aient été; ils prétendent que l'institution politique appelée royauté a fait son temps, comme le servage et l'esclavage ont fait le leur; que désormais la vie et la fortune de millions de familles ne doivent pas dépendre du caprice d'un maître, aveuglé par des courtisans et dominé par son intérêt dynastique;

» Que le suffrage universel lui-même n'a pas qualité pour introduire une dynastie, pas plus qu'il ne l'aurait pour prononcer sur les questions sociales, droit de propriété, famille, etc.

» Telle est, dans son essence, l'idée républicaine, par laquelle le pouvoir, délégation temporaire des électeurs, appartient à des mandataires-responsables, et ayant pour principal objectif la paix sociale basée sur la solidarité d'intérêts qui réunit tous les hommes, qu'ils soient salariés, entrepreneurs, commerçants ou capitalistes; elle répudie les sophistes occupés à exciter les ouvriers contre leurs frères aînés de la bourgeoisie, le travail contre le capital.

» Tous les conservateurs ne peuvent-ils donc admettre cette idée, s'ils n'ont la foi dans le droit divin des familles souveraines dont nous serions la propriété? Que risquent-ils si les affaires sont faites par les élus des masses conservatrices?

» Il existe, sans doute, un grand nombre d'hommes convaincus que la République ne peut durer en France, parce que les masses, peu éclairées et très excitables, sont trop facilement abusées par les ambitieux de tous les partis.

» Cette conviction même ne devrait pas empêcher les hommes honnêtes qui veulent l'ordre avec la liberté et la prospérité du pays (c'est, je crois, l'immense majorité), de se rallier franchement à l'idée républicaine, comme l'a fait le général Trochu.

» Si la France retombe, malgré leurs efforts, dans l'anarchie et le despotisme, ils auront au moins la satisfaction d'avoir rempli un devoir qui paraît en ce moment commandé par le patriotisme, car jamais le mot « la République est le gouvernement qui nous divise le moins » ne fut plus vrai qu'aujourd'hui. » GUILLET. »

On lit dans la France :

» Des informations dont la source paraît sûre permettent de croire que le gouvernement, éclairé par la protestation unanime qu'a soulevée la dissolution des conseils généraux, renoncera à l'organisation des commissions départementales qui devaient les remplacer, et songerait même à revenir complètement sur le décret du 25 décembre.

» Nous ne pourrions que féliciter hautement M. Gambetta et ses collègues de cette loyale concession au vœu et à l'intérêt publics. Qu'ils ne prêtent point l'oreille à ceux qui voudraient leur faire croire qu'elle faussera leur position ou diminuera leur force devant le pays. Plus vite et plus franchement ils la feront, au contraire, plus elle aura de mérite et d'heureux effets. Ce qui discrédite et affaiblit un gouvernement, c'est la prétention à l'infaillibilité. Rien ne l'honore et ne le rehausse, rien n'impose l'estime à ses adversaires eux-mêmes, comme de savoir reconnaître qu'il s'est trompé. »

#### NOUVELLES DE LA GUERRE.

Général Faidherbe à guerre, Bordeaux.

« J'espérais que les Prussiens ne nous contesteraient pas notre victoire de Bapaume; mais je vois, par leurs bulletins, que nous venons d'être anéantis, pour la seconde fois en dix jours, par l'armée de Manteuffel, commandée aujourd'hui par le prince Albert. En maintenant intégralement le récit de la bataille tel que je vous l'ai fait le 4 janvier, je me bornerai, comme après Pont-Neuve, à vous signaler les principales inexactitudes matérielles des dépê-

ches prussiennes. Elles disent que l'armée du Nord a battu en retraite, pendant la nuit même, sur Arras et Douai.

» L'armée du Nord a couché dans les villages conquis sur les Prussiens, elle n'est allée prendre les cantonnements où nous sommes encore, qu'à huit heures du matin, sans que l'ennemi ait donné signe de vie.

» En fait de poursuite de cavalerie, voici le seul incident qui a eu lieu le 5, vers neuf heures du matin: Deux escadrons de cuirassiers blancs ayant chargé sur l'arrière garde des chasseurs à pied d'une de nos colonnes, les chasseurs se formèrent en cercle, firent feu à cinquante pas et anéantirent un des escadrons, dont hommes et chevaux restèrent sur le sol, tandis que l'autre s'enfuyait à toute bride. Les chasseurs n'eurent que trois hommes légèrement blessés.

» L'armée est pleine de confiance et ne doute plus de sa supériorité sur les Prussiens. »

La Franche-Comté, du 7, a reçu de la préfecture de Besançon les renseignements suivants :

« Aujourd'hui l'ennemi a continué ses reconnaissances sur Rougemont où il est entré ce matin, réquisitionnant denrées, pain et viande. Un officier de hussards a été emporté traversant Misandans, tué ou blessé près d'Huane.

» On a appris par une reconnaissance du 60<sup>e</sup> de marche qu'un grand mouvement de troupes se fait sur Arcey, venant de la Haute-Saône, se dirigeant sur Héricourt par Dessandans et sur Montbeliard par Sainte Marie. Il y a infanterie, cavalerie et artillerie.

» 1.500 hommes ont couché la nuit dernière à Montenois, réquisitionnant foin et avoine pour Arcey.

» Un détachement ennemi était à Bavans, ce matin, avec outils de terrassiers.

» Les villages bordant le Doubs ne sont plus occupés; les autres, surtout dans les environs d'Arcey, et le canton d'Héricourt, sont fortement réquisitionnés et ensuite pillés.

» Le canton est imposé à 320.000 francs en espèces payables le 12 courant.

» La canonnade continue à Belfort. »

On a communiqué les nouvelles suivantes à la Gazette de l'Ouest. Nous les donnons sous toutes réserves :

« Vendredi, le général Rousseau, occupant la Fourche, au-dessus de Nogent, avec 4.000 hommes environ, a été attaqué par les forces, triples en nombre, du prince de Wurtemberg, croit-on. La résistance a été admirable. Le fort de l'action a duré de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. Forcé de se replier, le général Rousseau a évacué Nogent-le-Rotrou, et essayé une nouvelle résistance à la Butte de Queue, près le Theil.

» Prévenu dans la nuit de samedi à dimanche, qu'une forte colonne prussienne essayait de le tourner par Saint-Uphrace, il a battu en retraite sur la Ferté-Bernard, où il est arrivé sur les quatre ou cinq heures du matin, comptant occuper les positions qui dominent la ville.

» Le général Rousseau est parti de la Ferté-Bernard, vers 8 heures du matin, pour Connerre; à 1 heure les Prussiens entraient à La Ferté.

» Dans la journée du dimanche, le même général a défendu victorieusement les positions de Connerre; mais, le même jour, les troupes occupant Ardenay, sous Montfort, ayant subi un échec, il est probable que le général Rousseau a rejoint le général Jaureguiberry, qui occupe les positions de Pont-de-Genne.

» La ligne, occupée en ce moment par l'armée allemande, représente un fer à cheval, tendant à envelopper le Mans, du côté de l'est et du sud-est.

Nous lisons dans l'Union libérale :

Les populations des campagnes envahies par les Prussiens commencent à comprendre que le meilleur moyen de se débarrasser des

bandes qui les pillent, c'est de les pourchasser et de les combattre. Une lettre des Hermites (canton de Châteaurenault), du 8 janvier, nous apprend que les habitants de cette commune se sont soulevés à la suite de notre victoire du 6. Hier encore, on a tiré une vingtaine de coups de fusil à Saint-Martin. Cinquante habitants des Hermites se sont répandus dans les bois environnants à la chasse au Prussien. Il y a chez tous les citoyens un entrain admirable.

Pour les articles non signés : P. GODET.

## Chronique Locale et de l'Ouest.

Les gardes nationaux mobilisés et sédentaires de notre ville ont présenté à M. le Maire de Saumur la pétition suivante, dont l'objet n'est pas sans importance dans les circonstances actuelles :

« Les soussignés, gardes nationaux, viennent exposer à M. le Maire de Saumur qu'ils voient avec peine que chaque soir il est détaché du poste huit hommes pour aller occuper le Château.

» Sans vouloir approfondir les motifs qui ont déterminé l'autorité à prendre cette mesure, les soussignés se sont demandé si, en raison de l'épidémie variolique qui sévit aujourd'hui si cruellement en cet endroit, il n'y a pas danger d'y envoyer des pères de famille? Ne sont-ils pas exposés à être atteints de la variole, à la communiquer à leur famille? Et ne peut-on pas craindre encore qu'ils n'apportent en ville, dans la population civile, le germe de ce terrible mal qui fait chaque jour de six à huit victimes?

» En présence d'une semblable éventualité, les soussignés sont convaincus que l'autorité prendra en considération leur demande qui tend à supprimer le poste du Château, tant que cet établissement sera consacré au service des maladies contagieuses. »

(Suivent les signatures.)

A l'occasion de cette pétition nous avons reçu de l'administration la note suivante :

L'administration municipale a reçu une pétition signée de 241 gardes nationaux qui demandent à ne pas monter la garde au Château dans la crainte d'y contracter la variole.

Sans examiner ce que cette crainte peut avoir d'exagéré en raison du nombre toujours décroissant des varioleux du Château et de l'isolement complet du poste d'avec les salles où sont ces varioleux;

Sans rechercher si des considérations dans lesquelles domine le sentiment personnel devraient se produire quand il s'agit d'un service public et de garde nationale;

L'administration porte à la connaissance des signataires de la pétition :

Que ce n'est pas elle qui a demandé l'établissement d'un poste au Château;

Que ce poste a été requis par M. le commandant de place;

Que c'est à lui qu'il faudrait s'adresser pour le faire supprimer;

Mais que l'administration laisse aux pétitionnaires le soin de faire cette démarche à laquelle elle ne croit pas devoir s'associer.

(Communiqué.)

Pour chronique locale : P. GODET.

## Dernières Nouvelles.

Nous n'avons rien encore d'officiel du Mans sur la journée de mercredi, mais l'Union de la Sarthe, nous apporte sur cette journée quelques renseignements qui vont jusqu'à 11 heures du matin.

Les voici :

11 janvier.

5 heures 1/2 du matin.

Le Mans est aussi tranquille que si l'ennemi n'était pas à ses portes.

Des gardes nationaux reviennent de patrouilles.

Il ne paraît pas y avoir eu de mouvement de troupes pendant la nuit.

Fort peu de voitures des convois.

On nous assure que malgré que la lutte ait été hier vive et longue, nous avons eu fort peu de blessés; nous ne voyons en effet dans les rues, sur les places et sur la route que fort peu de voitures d'ambulances.

9 heures 1/2.

On nous assure que la canonnade recommence et qu'on l'entend distinctement de Pont-lieue qui est un faubourg du Mans.

10 heures.

La canonnade est vive, mais ne paraît pas aussi rapprochée qu'hier soir.

On en conclut que l'ennemi a certainement reculé pendant la nuit.

On dit que nous avons occupé cette nuit d'importantes positions.

Nous sommes en mesure de démentir les bruits prématurés d'occupation d'Yvré-l'Évêque par les Prussiens.

On espère que le général Chanzy, qu'une indisposition avait forcé de garder le lit, va pouvoir monter à cheval et se rendre sur le théâtre des événements.

11 heures.

Ce matin, au bruit sourd du canon se mêlant plus distinctement le déchirement strident des mitrailleuses; l'action doit être violente.

On dit que nous avons en ligne une artillerie très-nombreuse, supérieure à celle de l'ennemi.

On est ici plein de confiance, et chacun est convaincu que les Prussiens, repoussés, ne pourront, en dépit de leurs efforts désespérés, entrer dans notre ville.

On n'amène que très-peu de blessés.

De nombreux blessés arrivent dans notre ville.

En présence de la gravité des événements qui se passent depuis 24 heures à quelque heures du Mans, nous ne pouvons nous empêcher d'être surpris du silence gardé par la préfecture.

Ne devrait-elle pas avoir des messagers et des éclaireurs qui la renseignent heure par heure sur la marche des événements!

L'anxiété publique est au comble et le silence stupéfiant de la préfecture ne fait qu'alarmer davantage la population.

#### DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets.

Bordeaux, 42 janvier, 12 h. 30 s.

Hier, un nouveau combat a eu lieu près que sous les murs du Mans; l'ennemi nous y attaqué sur toute la ligne. Le général Jaureguiberry s'est solidement maintenu sur la rive droite de l'Huisne; le général de Colomb s'est battu six heures avec acharnement, sur le plateau d'Anvoours. Le général Goujars a eu son cheval percé de six balles; nos positions, au-dessous de Chanzé et sur la route de Parigné ont été maintenues.

Toutes nos positions ont été maintenues, excepté la Tuilerie enlevée à la nuit par un retour offensif de l'ennemi. Nous avons fait des prisonniers, ils évaluent l'ensemble des forces allemandes engagées ou en réserve à 180.000 hommes. Les pertes de part et d'autre mal connues, mais sérieuses; de notre côté 2 colonels grièvement blessés.

Pour les dernières nouvelles : P. GODET.

P. GODET, propriétaire-gérant.

Saumur, imprimerie P. GODET.

# Supplément à l'*Echo Saumurois*

13 janvier.

---

## DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

*Général Chanzy à Guerre.*

Le Mans, 12 janvier, 9 h. 40 mat.

Nos positions étaient bonnes hier au soir, sauf à la Tuilerie, où des mobiles de la Bretagne ont, en se débandant, entraîné l'abandon des positions occupées sur la rive gauche de l'Huisne.

Le vice-amiral Jauréguiberry et les autres généraux croient que la retraite est commandée par les circonstances. Je me résigne, mais le cœur saigne.

Le Mans, 12 h. 45.

Nous avons commencé notre mouvement de retraite, que j'organise de manière à occuper avec mes divers corps la ligne de..... les y reconstituer et reprendre mes opérations.

---

Saumur, imp. de P. GODET.